

L'ALGERIE A LA VEILLE DE L'ETAPE DECISIVE

Les décrets de mars 1963, sur l'autogestion et la tournée de Ben Bella de l'Ouest à l'Est du pays qui a suivi la promulgation de ces décrets, ont marqué le point culminant jusqu'ici atteint par la Révolution Algérienne. Les décrets de mars accordant aux travailleurs algériens les droits les plus amples qui existent à l'heure actuelle dans le monde entier, en matière de gestion de l'économie, ont énormément propulsé dans le pays le mouvement dit des « Comités de gestion » tout en consolidant et élargissant au maximum possible dans les conditions actuelles le secteur « vacant » de l'économie passé sous régime d'autogestion.

Plus de 1.600.000 Ha de terres européennes et algériennes se trouvent actuellement sous ce régime et constituent déjà un secteur décisif de l'économie agricole.

D'autre part, plusieurs entreprises industrielles fonctionnent sous le même régime, parmi lesquelles quelques unes très importantes comme les « Verreries de l'Afrique du Nord » et la fonderie d'acier « Aciler », toutes les deux dans la région d'Oran.

Les décrets de mars ont déclenché une véritable remobilisation révolutionnaire des masses paysannes et ouvrières du pays, illustrée de la manière la plus éclatante lors de la tournée de Ben Bella d'avril 1963, tournée interrompue en plein triomphe par l'attentat criminel contre Khemisti, le jeune ministre militant des Affaires Etrangères.

Il y a eu ensuite la formation de l'ONRA (Office National de la Réforme Agraire) qui devait s'occuper en principe de l'organisation de la première phase commencée de la Réforme Agraire sur les terres « vacantes » (et en réalité nationalisées de fait) sous la forme actuelle des fermes autogérées, de « fermes du peuple ».

Et peu après, il y a eu le déclenchement de la campagne nationale pour la réorganisation démocratique des organismes d'autogestion, qui a débuté le 15 mai et qui a été interrompue dans quelques endroits, provisoirement, à cause des moissons et des vendanges.

Cette campagne visait à réorganiser partout l'autogestion sur des bases véritablement démocratiques, selon une procédure stricte envisageant la désignation d'une commission électorale par les travailleurs eux-mêmes chargée de procéder aux élections.

La commission électorale enregistrait les listes des candidats dans chaque exploitation agricole ou entreprise industrielle, présentées soit par la section syndicale de la ferme ou de l'usine, soit par tout groupe de dix travailleurs (soit conjointement).

Elle affichait ces listes trois jours avant le vote, inscrivait tous les candidats groupés par liste sur un bulletin unique et procédait aux élections au scrutin secret. Chaque travailleur avait le droit de choisir les candidats de sa préférence inscrits tous sur le même bulletin (en entourant d'un cercle le chiffre précédant le nom de chaque candidat).

Ensuite, la commission électorale dépouillait les bulletins devant l'Assemblée des Travailleurs, affichait les résultats du scrutin pour trois jours encore, enregis-

trant toutes les contestations éventuelles des travailleurs et transmettait ensuite le dossier des élections ainsi complété aux autorités compétentes pour légalisation ou rejet éventuel (en cas de fraudes ou irrégularités commises pendant les élections) du résultat des élections.

Grâce à cette campagne électorale pour la réorganisation démocratique de l'autogestion, un très grand nombre de fermes et d'usines possèdent à l'heure actuelle des organismes d'autogestion régulièrement et démocratiquement constitués.

Mais lors du déroulement de cette campagne, plusieurs autres enseignements furent tirés concernant le fonctionnement et l'avenir de l'autogestion.

Il ne sert à rien de cacher que sur cette dernière pèsent actuellement certains dangers.

Pour que l'autogestion réussisse il sera nécessaire que l'Etat et les organisations nationales, les syndicats, et le F.L.N. en particulier, aident les travailleurs à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent sur le plan du

crédit, de la commercialisation et de l'encadrement technique nécessaire des fermes et des usines.

Or, les difficultés sur ce plan peuvent servir de prétexte aux éléments bureaucratiques de l'Administration et des organisations nationales, pour enlever à l'autogestion une partie essentielle de ses attributions, et la réduire à un simple contrôle ouvrier dans le cadre d'une économie étatisée, centralisée et dirigée de manière autoritaire d'en haut.

La poussée bureaucratique en l'absence d'un puissant encadrement idéologique et politique des travailleurs par un véritable parti révolutionnaire et des syndicats démocratiques, est quasi automatique et irrésistible.

L'impossibilité dans laquelle se trouvent les travailleurs de résoudre eux-mêmes toutes les questions posées par l'autogestion, devient la raison d'être de la bureaucratie administrative et politique, apparaissant comme celle qui supplée aux défaillances et faiblesses des travailleurs.

En Algérie, vaste champ d'une expérience révolutionnaire spécifique (en l'absence d'un parti et d'une direction marxistes-révolutionnaires) se livre actuellement une bataille, parfois confuse, entre les forces démocratiques et bureaucratiques de la Révolution, centrée plus particulièrement sur la question de l'autogestion.

Cette bataille ne décidera pas du sort social, mais politique de la Révolution.

La Révolution peut continuer à progresser vers les structures économiques et sociales caractéristiques d'un Etat Ouvrier, celles d'une économie largement nationalisée et planifiée, dégagée de l'impérialisme, en empruntant soit la forme d'une gestion démocratique de l'économie par ses travailleurs, soit la forme d'une

gestion étatique, centralisée et bureaucratique de l'économie.

C'est autour de ces deux voies de la Révolution que se situe actuellement le débat et la lutte à l'intérieur des forces acquises à la Révolution.

Ceci ne doit pas cependant faire oublier la lutte farouche contre-révolutionnaire qui se précise et s'aggrave en Algérie, au fur et à mesure que l'impérialisme et la réaction féodale, bourgeoise, et petite-bourgeoise intérieure, prennent conscience du danger qui menace leurs positions économiques, politiques et sociales.

Transformer l'Algérie en Etat Ouvrier, n'est pas une entreprise à laquelle l'impérialisme souscrita facilement sans se livrer aux réactions les plus violentes.

Ceux qui l'oublient et analysent et jugent la situation algérienne, à la légère, superficiellement, en se cantonnant aux seuls phénomènes de super-structure se trompent lourdement.

L'Algérie est prise dans les convulsions d'une lutte à mort entre la Révolution et la contre-révolution, dans

Face à de tels agissements, la clémence du régime est en réalité toujours extrême.

La marche véritable de la Révolution Algérienne ne peut être valablement jugée, du point de vue marxiste, que par les progrès ou non réalisés dans la transformation structurelle du pays. Que la Constitution votée consacre un Pouvoir politique bonapartiste quasi absolu, que l'émergence du F.L.N. un peu inattendue, en tant que Parti contrôlant le Gouvernement, et même l'Assemblée (quand ce parti n'existe pas encore en tant qu'organisation révolutionnaire, démocratique, dotée d'une idéologie socialiste précise), soit une opération de caractère bureaucratique ; que Boudiaf et ses compagnons du P.R.S., tendance politique pouvant être caractérisée par certains de ses aspects comme « ultra-gauchiste », soient mis en résidence surveillée aussi confortable soit-elle, sans qu'un jugement régulier n'intervienne bientôt (ce qui ne manquera pas, à notre avis, de se produire d'ici peu) que toutes ces manifestations politiques récentes ne cadrent pas avec une démocratie politique socialiste c'est certain.

Mais en ce qui nous concerne, nous étions dès le début conscients des limitations inévitables du régime de la démocratie politique en Algérie, sans conclure pour autant que la marche de la Révolution se trouverait dans ce cas forcément bloquée.

La Révolution Algérienne est de nouveau devant un tournant : dans quelques jours le Président nanti de tous les pouvoirs nécessaires réformera son Gouvernement lâché déjà par son aile la plus pro-bourgeoise.

Il aura à reconstruire une équipe gouvernementale plus homogène, plus efficace, plus dynamique qui devra promouvoir l'extension de la Réforme Agraire sur toutes les terres européennes et algériennes dépassant un plafond ; réorganiser le système du crédit et du commerce en gros en fonction des besoins du secteur socialisé de l'économie, soutenir et étendre le secteur industriel socialisé ; promouvoir la formation professionnelle accélérée en masse dans le cadre d'une réforme radicale de l'enseignement technique et général ; réorganiser le système administratif du pays, simplifié, sur la base de la Commune, unité économique-administrative prévue par la Constitution ; décider du sort de l'autogestion sur la base de l'expérience acquise et face aux tentatives de l'aile bureaucratique de la Révolution de l'altérer au profit d'une économie étatisée et autoritairement administrée d'en haut.

Nous avons la conviction ferme que cette nouvelle étape de la Révolution sera également franchie avec succès et que le processus transformant l'Algérie en Etat Ouvrier sera de nouveau accéléré et connaîtra des véritables bonds en avant.

Après tout, ce processus fondamental révolutionnaire n'a cessé d'être jusqu'ici le plus rapide de toutes les Révolutions Socialistes de l'après-guerre.

Que les révolutionnaires authentiques d'Europe et du monde se préparent à défendre plus énergiquement que jamais la Révolution Socialiste Algérienne dans sa phase décisive.

par **Michel PABLO**

un contexte très spécifique, dominée par l'absence encore d'une avant-garde et d'une direction marxistes-léninistes conscientes.

L'Algérie avance dans la voie de la Révolution empiriquement, sous la poussée instinctive des forces sociales qui s'entre-choquent dans une grande confusion idéologique.

Ceux qui veulent juger de la marche réelle ou non de la Révolution par les phénomènes de super-structure, la religion, la condition de la femme, la forme de la Constitution, et même la forme du Pouvoir Politique et du Parti pourraient conclure que les jeux sont déjà faits à l'avantage des forces en définitive contre-révolutionnaires.

Désespérés alors d'une telle conclusion ils peuvent se livrer à toute sorte de « détachements » : « ultra-gauchistes » y compris, les armes en main, aller « camper » au « maquis » de Dra-el-Mizan, en compagnie d'éléments consciemment ou inconsciemment manipulés par l'impérialisme.

C'est le cas des « Copains » si sympathiques à G. Martinet, qui avant de vouloir imposer à la Révolution Algérienne, la forme idéale de leurs rêves juvéniles, feraient beaucoup mieux de s'atteler par exemple, à débarrasser la France de la dictature gaulliste ou l'Espagne du franquisme sanglant.

Intervenir par les armes dans le développement en cours de la Révolution Algérienne, contre le Pouvoir Ben Bella, promoteur de l'autogestion, promoteur de la Réforme Agraire, défenseur courageux et fidèle de la lutte anti-impérialiste révolutionnaire en Afrique, la plus conséquente, et de la Révolution Cubaine, c'est le comble non seulement de la légèreté caractéristique du confusionnisme « ultra-gauchiste » mais de la provocation pure et simple.

L'Internationale, mensuel du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la Quatrième internationale, septembre 1963